

- CONSEIL 'AFFAIRES SOCIALES' (7 JUIN)

LE CONSEIL SERA SAISI DES PROBLEMES DU CHOMAGE, DU TEMPS DE TRAVAIL ET DE CONCLUSIONS SUR LES CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES ET LES MUTATIONS SOCIALES AINSI QUE D'UN PROGRAMME A MOYEN TERME.

- CONSEIL 'RECHERCHE' (8 JUIN)

IL SERA NOTAMMENT QUESTION DES PRIORITES DE LA RECHERCHE COMMUNAUTAIRE, DE LA STIMULATION DE LA COOPERATION ET DES ECHANGES SCIENTIFIQUES INTER-EUROPEENS, DE LA BIOTECHNOLOGIE, DES TECHNOLOGIES DE BASE, DE LA RADIOPROTECTION ET DES ENERGIES NON NUCLEAIRES.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1. QUESTIONS BUDGETAIRES

LES FINANCES ACTUELLES ET FUTURES DE LA COMMUNAUTE ONT TENU LA SEMAINE DERNIERE UNE GRANDE PLACE DANS LES DEBATS DU PARLEMENT.

LE RAPPORT SCRIVENER SUR LE FINANCEMENT SUPPLEMENTAIRE DU BUDGET 84 - QUI SE PRONONCAIT POUR DES 'AVANCES' DES ETATS MEMBRES AU LIEU D'EMPRUNTS - N'A FINALEMENT PU ETRE VOTE. DE MEME L'ETAT PREVISIONNEL DES DEPENSES POUR 1985 PRESENTE PAR LA COMMISSION - ET CONSIDERE COMME TROP OPTIMISTE PAR PLUSIEURS PARLEMENTAIRES - COMME SES PROPOSITIONS POUR L'AUGMENTATION DES DEPENSES NON OBLIGATOIRES ET LES PERSPECTIVES DE FINANCEMENT DU 'TROUGH' ONT FAIT L'OBJET DE DIVERSES INTERVENTIONS.

(LORSQUE L'AVANT-PROJET A ENSUITE ETE PRESENTE AU COREPER, DEUX DELEGATIONS ONT EXPRIME LEURS VIVES PREOCCUPATIONS DEVANT LA PRESENTATION D'UN BUDGET DEPASSANT LES RESSOURCES ACTUELLES) ENFIN DANS LE DEBAT SUR LA DISCIPLINE BUDGETAIRE ET L'AUGMENTATION DES RESSOURCES PROPRES, LE PARLEMENT S'EST OPPOSE AVEC VIGUEUR A TOUTE ATTEINTE A SES POUVOIRS BUDGETAIRES.

2.2. CONSOLIDATION DU MARCHE INTERIEUR

DANS LA PERSPECTIVE DU CONSEIL EUROPEEN DONT ON ATTEND QU'IL ADOPTE CERTAINES CONCLUSIONS, LA COMMISSION A DRESSE UN BILAN DES PROGRES ACCOMPLIS ET DES PROBLEMES NON RESOLUS ET EXPLORE LES ELEMENTS ESSENTIELS QUI DEVRAIENT FIGURER DANS UN PROGRAMME DE CONSOLIDATION.

3. ENLARGEMENT

3.1. SPAIN

THE 31ST DEPUTY LEVEL MEETING OF THE NEGOTIATIONS FOR SPAIN'S ACCESSION TO THE EUROPEAN COMMUNITY WAS HELD IN BRUSSELS ON THE 28TH MAY 1984.

THE EUROPEAN COMMUNITY PRESENTED TWO DECLARATIONS, ONE ON FISHERIES (DEALING AFTER GENERAL CONSIDERATIONS SUCCESSIVELY WITH ACCES TO WATERS AND TO EXTERNAL RESOURCES, MARKETS, STRUCTURES AND FINALLY NATIONAL AIDS) AND THE OTHER ON EXTERNAL RELATIONS.

THE AGREEMENT REACHED ON TEXTILE PRODUCTS IN THE LIST OF TARIFF EXCEPTIONS VIS-A-VIS PREFERENTIAL MEDITERRANEAN COUNTRIES AND ACP, CLOSES THE CHAPTER OF EXTERNAL RELATIONS IN THE INDUSTRIAL FIELD, APPERTAINING TO THE ADOPTION BY SPAIN OF THE COMMUNITY'S PREFERENTIAL TRADE ARRANGEMENTS IN RESPECT OF MEDITERRANEAN COUNTRIES AND ACP (PLUS PTOM) OR UNILATERAL IMPORT ARRANGEMENTS (SP6).

(LA POSITION DE LA COMMUNAUTE SUR LE CHAPITRE DE LA PECHE, PRESENTEE DANS LES DELAIS CONVENUS EST DESORMAIS DEFINIE DE FACON COMPLETE ET PERMETTRA D'ENGAGER LES NEGOCIATIONS AU FOND AU COURS DU MOIS DE JUIN, LA COMMUNAUTE S'EST SEULEMENT RESERVE DE REVENIR ULTERIEUREMENT SUR CERTAINS ACCORDS BILATERAUX CONCLUS PAR L'ESPAGNE DONT ELLE N'EXCLUT PAS LE MAINTIEN A TITRE TRANSITOIRE)

4. RELATIONS EXTERIEURES

4.1. COOPERATION POLITIQUE

UNE DEMARCHE A ETE EFFECTUEE A BAGHDAD ET A TEHERAN, AU NOM DES DIX, EN CE QUI CONCERNE LE CONFLIT DU GOLFE.

LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES ONT TENU, A SALON-DE-PROVENCE, DU 25 AU 27 MAI 1984, UNE REUNION INFORMELLE DU TYPE GYMNIKH ESSENTIELLEMENT CONSACREE A LA COOPERATION POLITIQUE. SELON LES INDICATIONS DONNEES A LA PRESSE PAR LE MINISTRE CHEYSSON, LES DISCUSSIONS SE SONT CONCENTREES SUR LES RELATIONS EST-OUEST. LES MINISTRES AURAIENT EXPRIME LEUR INTERET A UNE MULTIPLICATION DES CONTACTS AVEC LES PAYS DE L'EST, TOUT EN RELEVANT LES OBSTACLES QUI DEMEURENT, TELS QUE L'AFGHANISTAN, LA POLOGNE ET L'ACCROISSEMENT DE L'ARSENAL NUCLEAIRE DE L'EST.

4.2. RELATIONS CEE/AELE

UNE GRANDE PARTIE DES DISCUSSIONS DES CHEFS DE GOUVERNEMENT ET MINISTRES DES PAYS DE L'AELE REUNIS LE 23 MAI A VISBY A ETE CONSACREE AU DEVELOPPEMENT DES RELATIONS AVEC LA COMMUNAUTE, SUITE A LA RENCONTRE MINISTERIELLE CEE/AELE DE LUXEMBOURG, LE 9 AVRIL. A L'ISSUE DE LEUR REUNION ILS ONT RENDU PUBLIQUE UNE DECLARATION QUI, DANS SON ESPRIT ET SON TEXTE, CONFIRME LES ORIENTATIONS RETENUES A LUXEMBOURG ET ONT ETABLI UN PROGRAMME DE TRAVAIL QUI SERA OFFICIELLEMENT PRESENTE A LA COMMISSION LE 8 JUIN. CE PROGRAMME DE TRAVAIL SERA ENSUITE EXAMINE PAR LES SERVICES DE LA COMMISSION AFIN D'ARRIVER ENCORE SI POSSIBLE AVANT L'ETE A UN PROGRAMME COMMUN CEE/AELE

NORVEGE

UN GROUPE DE HAUTS FONCTIONNAIRES NORVEGIENS A RENDU VISITE A LA COMMISSION LE 24 MAI. LEUR SEEOUR A PERMIS DE NOUER DE NOUVEAUX LIENS ENTRE LES SERVICES.

FINLANDE

LE MINISTRE DU COMMERCE DE LA FINLANDE, M. JERNU LAINE, A RENDU VISITE A LA COMMISSION LES 28 ET 29 MAI. M. LAINE A EU DE LONGS ENTRETIENS AVEC NOTAMMENT MM. HAFERKAMP, DAVIGNON ET ANDRIESEN AINSI QU AVEC M. VON MOLTKE, CHEF DU CABINET DE M. NARJES. LES ECHANGES DE VUES ONT PORTE SUR DES QUESTIONS COMMERCIALES BILATERALES, LES POSSIBILITES POUR UNE COOPERATION DANS LE DOMAINE DE LA RECHERCHE ET DU DEVELOPPEMENT, LA POLITIQUE DE CONCURRENCE (AIDES D'ETAT, CARTELS), LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS, LE DEVELOPPEMENT DU MARCHÉ INTERIEUR ET LES QUESTIONS D'ENVIRONNEMENT.

M. LAINE, A TITRE PERSONNEL, A INFORME M. HAFERKAMP DES DISCUSSIONS ENTRE LES CHEFS DE GOUVERNEMENT A VISBY.

4.3. YOUGOSLAVIE

LES 31 MAI ET 1ER JUIN AURA LIEU A OHRID (MACEDOINE), LE COMITE DE COOPERATION CEE/YOUGOSLAVIE, CHARGE DE PREPARER LES TRAVAUX DU 2EME CONSEIL DE COOPERATION QUI SE TIENDRA A LUXEMBOURG LES 18-19 JUIN.

DU 6 AU 8 JUIN AURA LIEU A BLED EN YOUGOSLAVIE UN SEMINAIRE SUR LA COOPERATION CONJOINTE CEE/YOUGOSLAVIE SUR LES MARCHES DES PVD. ORGANISE PAR LE CENTRE DE RECHERCHE POUR LA COOPERATION AVEC LES PVD DE LJUBLJANA, CE SEMINAIRE QUI REUNIRA PRES DE 80 FIRMES YOUGOSLAVES ET COMMUNAUTAIRES, A POUR OBJECTIF D'ANALYSER LES PROBLEMES QUE RENCONTRE CE TYPE DE COOPERATION ET DE DEGAGER LES ORIENTATIONS PROPRES A FACILITER LES INITIATIVES DES OPERATEURS ECONOMIQUES INTERESSES.

4.4. CHINE

LA COMMISSION A ADOPTE UNE RECOMMANDATION DE DECISION DU CONSEIL POUR L'OUVERTURE DE NEGOCIATIONS AVEC LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE EN VUE DE LA CONCLUSION D'UN ACCORD DE COOPERATION COMMERCIALE ET ECONOMIQUE.

CET ACCORD PERMETTRAIT D'ELARGIR LA BASE JURIDIQUE DES RELATIONS ENTRE LA COMMUNAUTE ET LA CHINE. EN EFFET, L'ACCORD COMMERCIAL-CADRE SIGNE EN 1978 SE LIMITE UNIQUEMENT AUX ASPECTS COMMERCIAUX QUI ONT DEJA ETE DEPASSES PAR DIVERSES ACTIVITES DE COOPERATION CEE-CHINE DEVELOPPEES AU COURS DES DERNIERES ANNEES (ENERGIE, FORMATION, ETC.).

LA COOPERATION DEVRAIT SE FIXER COMME OBJECTIFS DE FAVORISER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES DEUX PARTIES ET D'ENCOURAGER LA DIVERSIFICATION ET L'APPROFONDISSEMENT DE LEURS RELATIONS DANS TOUS LES DOMAINES D'INTERET MUTUEL.

4.5. SRI LANKA

LA COMMISSION MIXTE CEE/SRI LANKA S'EST TENUE A BRUXELLES LES 28 ET 29 MAI. L'ECONOMIE DU SRI LANKA A ENREGISTRE EN 1983 UN TAUX DE CROISSANCE DE 4,9 0/0. L'EVOLUTION DES ECHANGES AVEC LA COMMUNAUTE - PRINCIPAL PARTENAIRE - CONFIRME LA TENDANCE DES SIX ANNEES PRECEDENTES A UN ACCROISSEMENT DU SOLDE EN FAVEUR DE LA COMMUNAUTE EN DEPIT D'UN RECOURS ACCRU PAR LE SRI LANKA AU SYSTEME DES PREFERENCES GENERALISEES.

LES PARTIES DISCUTERONT DE LA POSSIBILITE D'ETENDRE A DE NOUVEAUX SECTEURS LA COOPERATION DEJA ENGAGEE POUR LE DEVELOPPEMENT D'INVESTISSEMENTS EUROPEENS DANS LES SECTEURS DU CAOUTCHOUC ET DE LA BIJOUTERIE.

LA COMMUNAUTE FINANCERA LA COLLABORATION D'UN CONSEILLER A L'ENERGIE AUPRES DU GOUVERNEMENT DU SRI LANKA.

IL EST A CONSTATER QU'EN 1983 LE SRI LANKA ETAIT, EN CE QUI CONCERNE L'ASSISTANCE TECHNIQUE ET FINANCIERE, UN 'PAYS DE CONCENTRATION' AYANT BENEFICIE POUR UNE PERIODE DE TROIS ANS D'UNE TRANCHE DE 20 MIO ECU EN FAVEUR DU SYSTEME MAHAWELI GANGA.

4.6. STRATEGIE INTERNATIONALE DU DEVELOPPEMENT (N.Y. 7/25 MAI)

LE COMITE D'EXAMEN/EVALUATION A CLOS VENDREDI DERNIER A NEW-YORK SA PREMIERE SESSION DE TROIS SEMAINES CONSACREE A UNE ANALYSE/BILAN DE LA STRATEGIE A LA VEILLE DU 'MIDPOINT' DE LA DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT LANDEE EN 1980.

PRATIQUEMENT TOUS LES PRINCIPAUX ASPECTS DES RELATIONS NORD/SUD ONT ETE PASSES EN REVUE SANS QUE LES TRAVAUX AIENT PU ETRE ACHEVES. LES DISCUSSIONS SE POURSUIVront EN MARGE DE LA SESSION D'ETE DE L'ECOSOC ET LE COMITE TIENDRA UNE NOUVELLE SESSION, PROBABLEMENT EN SEPTEMBRE, AVANT DE FINALISER SON RAPPORT A L'ASSEMBLEE GENERALE, OU LES DEBATS SUR LA STRATEGIE TIENDRONT UNE PLACE MAJEURE.

PARDI LES POINTS CONTROVERSES SOULEVES DANS LE DOCUMENT DES '77' ON RETIENDRA NOTAMMENT :

- POUR LE COMMERCE : UN CALENDRIER-PROGRAMME POUR ELIMINER LES MESURES PROTECTIONNISTES ET FACILITER LES AJUSTEMENTS STRUCTURAUX, UNE DATE LIMITE (1986) POUR LA MISE EN PLACE DU TRAITEMENT SPECIAL EN FAVEUR DES PVD ET UN REEXAMEN EXHAUSTIF DU SYSTEME D'ECHANGES INTERNATIONAUX.

- AU PLAN FINANCIER : L'AIDE AU DEVELOPPEMENT (AFRIQUE ET PMA NOTAMMENT), LA DETTE ET LA REFORME DU SYSTEME MONETAIRE INTERNATIONAL.

LA COMMUNAUTE A JOUE UN ROLE ACTIF DANS CETTE SESSION, PRODUISANT DES PRISES DE POSITION SUR TOUS LES PRINCIPAUX POINTS A L'ORDRE DU JOUR, NOTAMMENT LE COMMERCE ET L'AGRICULTURE, AINSI QU'UN RAPPORT DETAILLE SUR LES ACTIVITES DE LA COMMUNAUTE DEPUIS LE DEBUT DE LA DECENNIE.

4.7. ACCORD INTERNATIONAL SUR LE CACAO

LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES POUR LA NEGOCIATION D'UN QUATRIEME ACCORD REUNIE A GENEVE DU 7 AU 25 MAI REPRENDRA SES TRAVAUX A L'AUTOMNE (8 AU 26 OCTOBRE) APRES QUE SON PRESIDENT (L'AMBASSADEUR ALEMAN - EQUATEUR) AIT MENE DES CONSULTATIONS EN VUE DE FACILITER LA REPRISE DES TRAVAUX DE LA CONFERENCE.

Western Union International, Inc.

Western Union International, Inc.

International Telecommunications

CETTE PREMIERE SESSION A LAQUELLE ONT PARTICIPE LA QUASI TOTALE DES PAYS PRODUCTEURS (Y COMPRIS LA COTE D IVOIRE, PREMIER PRODUCTEUR MONDIAL, NON MEMBRE DE L'ACCORD ACTUEL) ET UN GRAND NOMBRE DE PAYS CONSOMMATEURS DONT LA COMMUNAUTE ET SES ETATS MEMBRES (LES ETATS-UNIS SE SONT CONTENTES D ASSISTER AUX DEBATS), A PERMIS DE DEGAGER UN CONSENSUS GENERAL SUR LA NECESSITE DE PREVOIR DANS UN NOUVEL ACCORD UN MECANISME MIXTE DE DEFENSE DE LA MARGE DES PRIX NEGOCIES.

A CET EFFET, LA COMMUNAUTE ET SES ETATS MEMBRES ONT PRESENTE A GENEVE, UNE PROPOSITION ORIGINALE CONCERNANT LES MESURES DE GESTION DE L'OFFRE DESTINEES A COMPLETER L'ACTION D'UN STOCK REGULATEUR, DONT LE POINT CENTRAL SERAIT UN SYSTEME DE RETRAITS DU MARCHE. LES MODALITES DE MISE EN OEUVRE DE CE SYSTEME RESTENT A DEFINIR. UN TEL SYSTEME, DONT L EFFET SUR LA STABILISATION DU MARCHE EST SIMILAIRE A CELUI DU SYSTEME DE CONTINGEMENT DES EXPORTATIONS PROPOSE PAR LES PAYS PRODUCTEURS ET PLUSIEURS PAYS CONSOMMATEURS, NE COMPORTE PAS AUX YEUX DE LA COMMUNAUTE LES RISQUES DE DETOURNEMENT QUI NUIRAIENT A L'EFFICACITE D UN MECANISME FONDE SUR LE CONTINGEMENT. CETTE PROPOSITION, PRESENTEE TROP TARDIVEMENT POUR POUVOIR ETRE EXAMINEE PAR LA CONFERENCE, POURRAIT, SOUS RESERVE D'UNE ELABORATION ULTERIEURE, DEVENIR UNE CONTRIBUTION SIGNIFICATIVE A LA MISE AU POINT DES MECANISMES DE STABILISATION D'UN QUATRIEME ACCORD.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL - COMEUR.
NNNN

64215 EURCOM UW
21877 COMEU B

ilex



Western Union International, Inc.

